

# Recherche : prends l'argent et tais-toi!

Autor(en): **Escher, Gérard**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **40 (2003)**

Heft 1549

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1021253>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Prends l'argent et tais-toi!

**L'administration américaine exerce des fortes pressions sur les milieux scientifiques. L'indépendance et la crédibilité de la recherche sont en danger malgré des financements généreux.**

Jamais, dit-on, administration américaine n'a tant malmené et ignoré le monde de la recherche. Il a fallu neuf mois pour nommer le ministre de la science, autrement dit le «conseiller à la science» du président. Il a encore fallu deux ans pour pourvoir le poste de directeur du National Institutes on Health (NIH), la plus importante agence de soutien de recherche, dont le budget 2004 avoisine les 30 milliards de dollars.

## Censures et restrictions

Dans l'intervalle, on a, entre autres, redéfini les concentrations légales d'arsenic dans l'eau potable, jeté le Protocole de Kyoto aux oubliettes, et réduit drastiquement la recherche publique sur les cellules souches (tout en laissant entière liberté à la recherche privée). De manière plus anecdotique, on a épuré les pages *web* officielles et fait disparaître les références aux études scientifiques sur l'avortement et le risque du cancer du sein, ou encore sur l'efficacité des préservatifs.

Dans notre société complexe, de nombreuses décisions politiques s'appuient sur l'avis de commissions scientifiques consultatives. Cet avis n'est valable que si l'on peut raisonnablement avoir confiance dans l'autonomie de ces membres et la «scientificité»

de ces conseils. Avec un sans-gêne qui force l'admiration, l'administration Bush a nettoyé ces nombreux comités scientifiques. Par exemple, les membres du Comité scientifique pour les questions de santé publique du Center for Disease Control (CDC) ont été entièrement remplacés. Le même sort a été réservé aux scientifiques chargés des métaux toxiques (plomb). Idem pour le Comité scientifique consultatif pour la recherche sur l'être humain, le Comité sur les tests génétiques, et, plus étrange, le Comité de coordination de la recherche en dystrophie musculaire. S'agit-il du renvoi d'experts reconnus, parce qu'ils n'ont pas voté pour le Président aux dernières élections – selon l'aveu public d'un professeur de psychiatrie proposé par ses pairs au Comité scientifique sur les dépendances?

## L'indépendance bafouillée

Plus choquant encore - en tout cas pour les mœurs suisses - l'administration américaine intervient même dans les comités scientifiques «purs», chargés d'évaluer «par les pairs» des projets de recherche. C'est ce qui est arrivé au Comité de lecture des pro-

jets dans le domaine des accidents de travail.

Parmi les conséquences directes du 11 septembre 2001 sur la communauté scientifique, il y a les difficultés à organiser des congrès internationaux. En fait, les restrictions aux frontières paraissent telles que certaines universités américaines recommandent à leurs étudiants «post-docs» issus de pays sensibles (y compris la Chine) à ne pas visiter leur famille, de peur de ne pouvoir revenir au laboratoire. L'administration veut encore introduire des restrictions dans les publications scienti-

fiques, en introduisant une catégorie vague, dite «sensible mais non classé». Elle propose aussi une aide juridique aux agences scientifiques qui voudraient combattre les demandes d'information sur des projets de recherche selon les termes du «freedom of information act».

Bref, rarement une administration a été autant aux antipodes de ce qui est cher au monde scientifique «dire la vérité au pouvoir, développer la collaboration internationale, promouvoir la paix par le contrôle de l'armement, lutter

pour un environnement sain, défendre l'égalité des chances dans l'éducation».

## L'argent ne maque pas

Mais, la communauté scientifique est-elle révoltée? Non. Elle est certes très malheureuse, mais elle n'est pas révoltée. Car le souci majeur, voire le lien affectif principal avec le gouvernement, c'est l'argent. Et de l'argent, malgré la crise économique, en dépit des déficits budgétaires gigantesques, il y en a plein. Le budget 2003 pour la recherche (R&D) s'élève à 123 milliards de dollars, en augmentation de 9%. L'année précédente, l'augmentation avait été équivalente. Bien sûr, avec 67 milliards de dollars promis au Pentagone, la recherche militaire reprend le dessus. Le renversement historique de l'administration Clinton en faveur de la recherche civile est donc effacé. Mais «non olet», même le noble Massachusetts Institute on Technology (MIT) a accepté sans sourciller de créer - nanotechnology oblige - l'Institut du Soldat du Futur. *ge*

*New Scientist*, 8 février 2003

*Science*, 7 février 2003  
(pour le budget 2003 de la recherche)

*Science*, 31 janvier 2003  
(éditorial).